



80 Grande Rue 69600 Oullins-Pierre-Bénite

Tél : 04 78 50 34 67

cgt.oullins@orange.fr

À Oullins-Pierre-Bénite, le 1 octobre 2026

Communiqué de presse Lycéennes et lycéens mobilisés : l'Union Locale CGT OPB est à vos côtés !

Depuis plusieurs jours, les lycéennes et les lycéens se mobilisent dans de nombreux établissements à travers le pays comme sur notre territoire. À Saint-Genis-Laval, à Oullins-Pierre-Bénite, les mobilisations des élèves témoignent d'une même réalité : la jeunesse populaire refuse de subir la dégradation de leurs conditions d'études et veulent pouvoir construire leur avenir dans de bonnes conditions.

L'Union Locale des syndicats CGT d'Oullins-Pierre-Bénite et environs apporte son soutien aux lycéennes et aux lycéens mobilisés et à leurs revendications.

« Les revendications lycéennes doivent être entendues »

Manque de personnels, classes surchargées, enseignants non remplacés, conditions matérielles dégradées, difficultés liées à l'orientation et à Parcoursup, emplois du temps toujours plus contraints, bâti scolaire inadapté au changement climatique : derrière les mobilisations, ce sont des conditions d'étude qui se dégradent.

Ces difficultés sont les conséquences de choix politiques, en faveur d'un patronat gavé d'exonération et d'aides publiques, qui conduisent à considérer l'Éducation nationale avant tout à travers la réduction des dépenses publiques et la recherche d'économies. Les lycéennes et les lycéens ont le droit de s'organiser, de se réunir, d'exprimer leurs revendications et de se mobiliser. Ils et elles ont droit de refuser la société militarisée qui leur est proposée.

Au lycée Descartes, au lycée Jacquard et au lycée Parc Chabrières, comme dans d'autres établissements, les lycéennes et lycéens ont exprimé leurs revendications. Elles doivent être entendues et discutées. La réponse ne peut pas être le mépris et la répression.

« Des revendications convergentes avec les salarié.es »

La mobilisation lycéenne ne peut être séparée de celle des personnels qui font vivre quotidiennement le service public d'éducation. Les revendications se rejoignent : davantage de moyens, des emplois, de meilleures conditions de travail et d'étude, des services publics accessibles et de qualité.

Les personnels de l'Éducation nationale subissent eux aussi les suppressions ou non-remplacements de postes, les classes surchargées, la dégradation des conditions de travail comme la perte de pouvoir d'achat qui frappe les élèves et leur famille.

Au-delà de l'Éducation nationale, ce sont l'ensemble des travailleuses et des travailleurs qui sont confrontés aux mêmes politiques d'austérité : pression sur les salaires, recul des services publics, précarisation, dégradation des conditions de travail et remise en cause des droits sociaux. Le jeune qui se mobilise aujourd'hui pour ses conditions d'étude sera demain un travailleur ou une travailleuse.

Nous appelons à construire la convergence entre lycéen·nes, personnels de l'Éducation, agents publics et salarié·es, dans le respect de l'indépendance et de l'autonomie de chaque organisation et de chaque mobilisation.

« Non à la répression policière et institutionnelle ! »

Face à la mobilisation, la réponse des pouvoirs publics ne peut être la répression. L'Union Locale CGT OPB dénonce les interventions policières contre des jeunes mobilisés ainsi que toutes les formes de pression et d'intimidation exercées contre les lycéennes et les lycéens.

À Saint-Genis-Laval, devant le lycée René-Descartes, la mobilisation du 29 septembre a notamment donné lieu à l'interpellation de deux jeunes, dans un contexte où plusieurs établissements du Rhône étaient mobilisés. Le mercredi 30 septembre, ce sont aux abords des lycées Jacquard et Chabrières, puis en plein centre-ville, que les lycéennes et les lycéens ont subi la répression. Aujourd'hui c'est un lycéen qui a été blessé par une grenade lacrymogène à Oullins et la mobilisation s'est étendue au lycée Gustave Eiffel de Brignais et André Paillot de Saint-Genis-Laval.

Mais la répression ne se limite pas à l'intervention des forces de l'ordre. Elle peut également prendre une forme institutionnelle et administrative au sein même de l'Éducation nationale : pressions exercées sur les élèves mobilisés, menaces de sanctions, tentatives d'empêcher les réunions ou l'expression collective, culpabilisation des jeunes et remise en cause de leur droit à participer à la vie démocratique. On ne peut pas prétendre enseigner la démocratie le matin et réprimer son exercice l'après-midi.

L'Union Locale CGT OPB demande donc :

- **l'arrêt de toute répression policière contre les lycéennes et les lycéens mobilisés ;**
- **l'abandon de toute sanction disciplinaire ou poursuite visant des jeunes pour leur participation à une mobilisation collective ;**
- **le respect de la liberté d'expression, de réunion et de mobilisation des lycéen·nes ;**
- **l'ouverture d'un véritable dialogue avec les élèves et leurs organisations ;**
- **les moyens nécessaires pour l'Éducation nationale et l'ensemble des services publics ;**
- **la satisfaction des revendications portées par les personnels et les lycéen·nes.**

L'Union Locale CGT d'Oullins-Pierre-Bénite et environs réaffirme sa solidarité avec les lycéennes et les lycéens du territoire.

Elle soutient l'appel à la grève et à la mobilisation de son syndicat de l'Éducation nationale aux côtés de la jeunesse le 6 octobre, et appelle l'ensemble de ses syndicats et sections syndicales à se préparer à rentrer, par la convergence, dans la lutte.

« Votre avenir, c'est notre lutte à toutes et tous. LYCÉENNES, LYCÉENS : vous n'êtes pas seul·es ! ».